

le pouvoir « Question de souveraineté »

Zoltan Kovacs est le porte-parole du gouvernement hongrois.

Le référendum sert-il encore à quelque chose ? La « solidarité flexible » que vous prônez est dans les faits politiquement acceptée par vos partenaires de l'UE...

Ce n'est pas le cas si l'on écoute les derniers propos de Juncker et Schulz, ou du commissaire Avramopoulos... On nous a trompés trop souvent. Cela a été le cas lorsque les chefs d'Etat ou de gouvernement ont dit que les admissions de réfugiés ne peuvent être que volontaires, puis les ministres de l'Intérieur ont décidé d'un système obligatoire.

Il est donc plus sur le rapatriement de pouvoirs que sur la migration ?
Il porte sur la question de la souveraineté nationale. Nous voulons prendre nos décisions selon nos convictions et nos traditions, sans que l'on cherche à nous les imposer. Le débat des valeurs européennes relève d'un slogan politique dangereux à nos yeux. Personne ne peut les définir, et elles ne feront jamais

l'objet d'un consensus.

La démocratie et l'Etat de droit ne sont pas des valeurs européennes ?

Oui, et nous y avons adhéré avant de rejoindre l'UE. Mais elles servent de prétexte à s'ingérer dans les affaires internes.

Quelles décisions prendrez-vous si vous remportez ce référendum ?

« Le débat des valeurs européennes relève d'un slogan politique dangereux à nos yeux »

Cela dépendra du résultat, et de ce que nous entendrons lundi de la part de la Commission. C'est une bataille politique et, dans une bataille, vous ne dévoilez pas votre stratégie à vos ennemis.

La campagne du gouvernement a été agressive, voire raciste...

Raciste ? Non, le maximum qu'on nous a reproché, c'est de la xénophobie. La campagne n'a pas été agressive : juste directe. Il faut mettre les bons mots sur les problèmes, comme le font les gens : le crime, le terrorisme. Ce n'est pas contre les migrants, c'est contre la migration. ■

Propos recueillis par
J.Kz

l'analyste « Le combat européen d'Orban »

Edit Zgut est analyste politique auprès du think tank libéral Political Capital.

Quelles sont les vraies raisons qui ont motivé Viktor Orban à organiser ce référendum ?

Le gouvernement a été sur la défensive fin 2014 et début 2015 à cause d'affaires de corruption, de fautes de gouvernance et de conflits internes. Il a dès lors lancé une campagne d'affiches très manipulatrice contre les migrants, puis sur une « consultation nationale ». Cela a généré une hausse de la xénophobie dans un pays quasiment sans migrants. La cote du Fidesz a augmenté de 4 à 5 %, et celle d'Orban encore plus. L'une des conclusions majeures tirées du référendum sur le Brexit par le gouvernement a été : « Il faut écouter la voix du peuple », ce qui a permis de générer un capital politique domestique dans le référendum anti-quotas.

L'exploitation des peurs a été frappante lors de cette campagne.

Il est révélateur que le gouvernement et les médias publics contrôlés par le Fidesz ont promu des experts recourant à une rhétorique extrême-

ment radicale, jusqu'à des messages prônant de tirer sur les migrants récalcitrants aux frontières. La stratégie migratoire du Fidesz est très semblable à celle du Jobbik, d'extrême droite. La seule différence technique est que le Jobbik a organisé des manifestations contre les camps de réfugiés en Hongrie.

Quelle est l'importance du volet

« La cote du Fidesz a augmenté de 4 à 5 %, et celle d'Orban encore plus »

européen du combat d'Orban ?

Il est capital. Car la principale ambition de Viktor Orban est de devenir un leader européen de poids. Il doit donc faire la démonstration de son pouvoir aux autres dirigeants de l'UE. Orban pense que si l'Europe occidentale reste ce qu'elle est, les confrontations entre sa politique et celle de l'Union seront permanentes. Il est donc convaincu que, pour que son système politique se maintienne à long terme, il doit devenir un exemple, d'abord dans la région, ensuite même pour l'Europe de l'Ouest. La crise des réfugiés lui a précisément ouvert cette opportunité. ■

Propos recueillis par
J.Kz